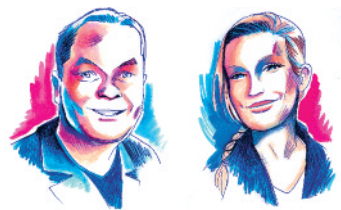


entretien avec lyonel kaufmann

le travail de la mémoire : un devoir d'histoire

anouk zbinden

Lyonel Kaufmann est professeur formateur en didactique de l'histoire et éducation à la citoyenneté. Passionné par les médias et les technologies qui leur sont associées, il observe et explore depuis plusieurs années les potentialités qu'offre le numérique aux enseignants d'histoire et à leurs élèves. Il revient brièvement sur cette question pour *prismes*, ainsi que sur le sens à donner à la mémoire dans les classes du XXI^e siècle.



Quelles nouvelles chances et quels nouveaux défis le numérique offre-t-il aux enseignants en histoire ?

Le numérique est autant une opportunité pour les enseignants d'histoire que l'histoire en est une pour le numérique. En effet, aujourd'hui, les différents curriculums attendent notamment des élèves et futurs citoyens que ceux-ci utilisent les technologies pour rechercher et analyser, de manière critique et sous différents angles, des informations et qu'ils les manient de manière

responsable et sûre, tout ceci à l'ère des *fake news*. Or, les outils de la méthode historique de la critique, tant interne qu'externe, des sources, ainsi que la démarche d'enquête historique désormais préconisée dans le Plan d'études romand (PER) offrent une multitude d'occasions aux élèves de développer leur pensée critique et une utilisation responsable des technologies.

Dans d'autres disciplines, les réflexions concernant l'enseignement à dispenser et les plans d'études qui en résultent demandent également que l'élève fasse usage de son imagination et combine différentes perspectives pour trouver des solutions innovantes.

Jusqu'à présent peu développés en enseignement de l'histoire, certains outils et certaines démarches du monde numérique seront précieux aux enseignants pour la mise en œuvre de séquences permettant aux élèves d'aller dans le

Jusqu'à présent peu développés en enseignement de l'histoire, certains outils et certaines démarches du monde numérique seront précieux aux enseignants pour la mise en œuvre de séquences permettant aux élèves d'aller dans le sens d'une réflexion autonome.

sens d'une réflexion autonome. Je pense ici plus particulièrement à des enseignements qui recourent aux mécanismes des jeux vidéo (gamification), aux ressources d'une encyclopédie comme Wikipedia, qui fait découvrir différents points de vue suivant les aires linguistiques à propos d'une situation historique précise ou de ses acteurs. Je pense également à la pensée computationnelle qui fournit des procédures et des outils (citons par exemple les logiciels de mindmapping) pour la résolution de problèmes ou la formulation de questions et d'hypothèses, de nature historique, en ce qui nous concerne.

Enfin la collaboration et la communication sont deux autres compétences clés de ce XXI^e siècle. Dans ce cadre, par exemple, les médias sociaux, et plus particulièrement un outil comme le blog ou la réalisation de capsules audio ou vidéo partagées et commentées en ligne, ont toute leur place dans une communication authentique des résultats d'une enquête historique réalisée par les élèves.



Faut-il, selon vous, donner une place particulière aux événements historiques qui font l'objet d'une forme de commémoration ?

Les commémorations présentent un intérêt dans la mesure où elles permettent une mise en perspective des différents choix et alternatives à la disposition des acteurs à un moment précis de l'histoire, et lorsqu'elles réinterrogent, à partir des questionnements issus de la recherche historique, l'événement et sa portée, ainsi que notre présent et nos actions.

La mise en perspective de différents moments commémoratifs d'un même événement à travers le temps présente également un intérêt pour une compréhension de l'histoire, discipline qui interroge alors le passé en fonction des enjeux du moment de leur commémoration.

À cette condition, l'histoire n'est pas une matière morte.

Un autre intérêt de la commémoration réside dans sa présence dans l'espace public et les nouveaux travaux historiques qui peuvent en résulter. Cette actualité de l'histoire hors cadre scolaire participe également à ne pas faire de l'histoire une matière inerte ou une leçon de morale.

Comment vous placez-vous, vous-même, en tant qu'enseignant face à ce phénomène que certains nomment « la sacralisation de la mémoire » ?

Ici on se situe clairement dans un champ idéologique et politique qui n'a, à mon avis, rien à faire avec l'histoire ou avec son enseignement. Dans ce cadre-là, l'histoire, l'enseignant et les élèves sont pris au piège. La sacralisation de la mémoire empêche le développement de la pensée historique et la réflexion citoyenne des élèves. Comme l'indique fort bien l'historien Henry Rousso (*Vichy, un passé qui ne passe pas*, 1994), derrière le devoir de mémoire apparaissent rapidement les « abus de la mémoire ». Les dérives du devoir de mémoire existent lorsque la mémoire est érigée en dogme. Rousso donne sa préférence à la notion de « travail de mémoire » prônée par Paul Ricœur.

Je partage aussi la mise en garde exprimée en 2015 par Simonetta Sommaruga, alors présidente de la Confédération, contre « les mythes et les lieux de mémoire » (Commémoration des 500 ans de la bataille de Marignan. Discours prononcé par la présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga). Pour elle, il s'agissait de « ne pas rester enfermés dans le passé ».

Depuis le génocide des Juifs, nous savons également que l'injonction du « plus jamais ça » n'offre aucune garantie contre de futures entreprises génocidaires et ne permet nullement de comprendre les mécanismes humains qui mènent à de telles atrocités pour les combattre. À la suite de Georges Bensoussan (Bensoussan, G. 1998. *Auschwitz en héritage ? D'un bon usage de la mémoire*. Paris: Mille et une nuits), je préconise un devoir d'histoire et non de mémoire.

En définitive, plutôt que de participer à une quelconque sacralisation de la mémoire, il vaudrait mieux éduquer les élèves à « La Désobéissance civile » d'Henry David Thoreau. Car, dans nos sociétés, « à quoi sert de commémorer si n'est pas mise au premier plan la question des droits des citoyens et des droits de la personne humaine face à la pratique tentaculaire de l'État ? » (Bensoussan, G. (2012). *Histoire de la Shoah*. Paris: Que sais-je ?)

In fine, sortir d'une pensée politique ayant généré depuis 1945 de nouvelles formes d'oppression nécessite, en suivant Bensoussan, de générer de la substance à la citoyenneté, d'interroger chacun sur sa part d'humanité et de redonner du pouvoir sur leur vie aux citoyens. Et, à l'ère des *fake news*, il y a urgence. /